

administrateurs de la CDC s'intéresseront aux développements de ce genre. A mon avis, le gouvernement devrait attribuer des capitaux à la CDC et je crois que la population serait disposée à faire la même chose.

Lorsque la CDC avance des fonds, elle devrait recevoir en retour des actions donnant droit de vote. A mon sens, il n'y a jamais eu rien de plus stupide que le système de subventions au développement régional. Nous fournissons à Timmins une somme considérable, 5 ou 6 millions de dollars, pour construire des hauts fourneaux qu'il aurait fallu construire là de toute façon, et nous laissons la Texas Gulf en profiter. Pourquoi ne pourrions-nous en être propriétaires? Pourquoi ne saurions-nous exercer un contrôle suffisant pour assurer que le minerai extrait de la région soit transformé par ces hauts fourneaux?

Pourquoi ne pourrions-nous acquérir un intérêt de 25 ou de 50 p. 100, ou toute autre proportion jugée nécessaire à l'exploitation de hauts fourneaux pour métaux précieux dans la région de Cobalt? Pourquoi ne pas construire des hauts fourneaux à Sudbury? Pourquoi faut-il expédier le minerai à Montréal? C'est à cause de la nature et de la structure des subventions et du fait que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) favorise Montréal. Mais je ne puis m'imaginer des Montréalais intelligents souhaitant voir une fonderie se construire dans leur ville. En fait, à Sudbury, la cheminée est assez haute pour qu'on la voie de Toronto et il paraît que, les vents étant favorables, la fumée pourrait voyager jusqu'à New York.

Une voix: Favorables?

M. Peters: Si on entend établir un corridor de ressources à mi-hauteur du Canada, il faudra des crédits fédéraux et beaucoup. Je ne tiens pas à ce que Rhomer obtienne cette subvention. C'est un peu comme si on la donnait au Prince Charles pour mettre en valeur le territoire de la baie d'Hudson. Je ne tiens pas à ce que ce soit Rhomer. Mais permettez-moi de vous dire, monsieur l'Orateur, qu'il a fait preuve de beaucoup d'initiative et ses associés également en se rendant compte des avantages de ce corridor. Il trouve que c'est une rudement bonne idée et tout ce qu'il demande au gouvernement, c'est le droit de l'exploiter—et il utilise le mot «exploiter» librement. S'il y voit un avantage, il y a sûrement des gens au sein de l'administration qui pourraient étudier la proposition et juger du profit que les Canadiens pourraient en retirer. Ce sera payant, et largement.

Il semble que nous répugnions à planter des arbres dans ce pays. Cela me rappelle une petite histoire que j'ai lue dans le journal à propos d'une petite agglomération pas très éloignée de New York et dont la population a décidé il y a des années, pendant une période de dépression, qu'elle se mettrait à planter des arbres sur une vaste étendue de terrain dont elle avait hérité en contrepartie d'impôts non acquittés. Ils ont planté des arbres et je crois savoir que même aujourd'hui, l'argent découlant de la coupe réglementée de ces arbres est suffisant pour acquitter les frais municipaux. Si cette façon d'agir est valable pour les ressources renouvelables d'une petite ville de l'État de New York, je suis persuadé qu'elle le serait davantage dans le Nord du Canada et qu'en nous adonnant sérieusement à l'exploitation de cette région, nous serions récompensés en conséquence.

[M. Peters.]

M. Bourassa, premier ministre du Québec, s'est rendu dernièrement dans la région de Rouyn-Noranda, où il a parlé de la création d'emplois et de l'expansion de l'industrie métallurgique. On parle d'installer une nouvelle raffinerie pour traiter le minerai extrait au Nouveau Québec et une partie du minerai du Nord de l'Ontario. Pourquoi aller construire cette raffinerie ailleurs? Elle doit bien évidemment être construite près des lieux d'extraction. Si le pays doit fournir une certaine assistance financière pour construire cette raffinerie à l'endroit susceptible d'assurer le plus grand nombre d'emplois, il faut que nous soyons prêts à participer à cet investissement. Mais il faut que les sociétés qui nous demandent de l'aide soient prêtes à laisser les Canadiens participer à cet investissement et accepter qu'ils aient leur mot à dire en ce qui concerne l'exploitation. Je ne sais pas ce qui guide la pensée du gouvernement mais, lorsqu'on s'adresse à lui, il me semble que sa réponse dépend toujours d'une chose: d'où vient la demande d'aide. Nous offrons une assistance financière à des tas de gens qui n'en ont pas un besoin absolu.

• (4.50 p.m.)

Je vois que l'honorable député de Sudbury (M. Jerome) est présent et il sait mieux que moi les sommes qui ont été consacrées, grâce à divers programmes de développement, à la région de Sudbury. Il est aussi mieux placé que moi pour savoir s'il vaut mieux construire la raffinerie dans sa région au lieu d'exporter le minerai vers une autre province. Il est encore une fois mieux placé que moi pour dire si la construction de cette raffinerie nécessite une aide financière. Mais il pourrait vous dire, au nom des habitants de Sudbury, que cela ne les intéresse guère d'exporter des ressources qui pourraient favoriser le développement de leur région. Sans doute reconnaîtrait-il également que ni Inco ni Falconbridge ne cherchent une subvention de l'État. Si elles en acceptent une sous forme de concessions fiscales, elles doivent être préparées à en faire bénéficier la population sous une forme ou sous une autre.

Le pays entier, et surtout les régions où se trouvent nos richesses naturelles, a un besoin urgent d'industries secondaires. Dans ma région, se trouvent deux usines moyennes de transformation du fer en boulette. Je ne veux pas dire qu'il faut arracher leur mine à Jones et Laughlin bien qu'une rumeur circule selon laquelle ils ont vendu leur mine à une autre mine simplement parce que Dofasco est une société canadienne, ce qui n'est pas le cas de Jones et Laughlin. Qu'ils aient ou non tenu compte de la tendance nationaliste des Canadiens et que cette vente serait à l'avantage de tout le monde, je l'ignore, mais c'est le bruit qui court. Ce dont je suis certain est que le Nord de l'Ontario a des richesses suffisantes en minerai de fer pour assurer le fonctionnement d'une très importante usine métallurgique pendant des années. Des quantités considérables de minerai de fer se trouvent dans le Nord de l'Ontario, et le Nord du Québec pourrait encore alimenter cette usine étant donné que les îles Belcher possèdent des gisements de fer pratiquement inépuisables. Si le gouvernement cherchait à résoudre les problèmes régionaux du Nord de l'Ontario, l'implantation d'une scierie moderne qui emploierait plusieurs milliers de gens dans l'industrie secondaire qui s'établirait autour d'elle rembourserait largement le public canadien de ses dépenses.